

Un engagement contre les violences au nord du Mali

FATIMATA TOURÉ, FEMME DE COURAGE

Propos recueillis par Jacques BRIARD

Cette femme est ingénieure agronome et responsable d'ONG au Mali. Au péril de sa vie, elle s'est mise au service de la région de Gao, où la guerre sévissait. Elle raconte son combat.

FEMME DE LUTTE.
Reconnue mondialement pour son combat pour la paix.

Le témoignage de Fatimata Touré est impressionnant. Il a été livré, peu après le Ramadan, durant la rencontre *Du souffle pour nos territoires sur quatre continents... vers l'économie humaine*, qui s'est tenue en Bretagne. À tous les participants, cette femme issue d'une famille modeste, qui a fréquenté l'Université Catholique de Louvain et dit sa reconnaissance envers son père, a prouvé qu'un développement local participatif peut même se faire en temps de guerre. Aux Européens, sa contribution a rappelé les actions menées par les femmes lors des occupations allemandes de 1914-1918 et de 1940-1945.

DANS GAO EN GUERRE

Au nord du Mali, de mars 2012 à janvier 2013, Fatimata Touré a mené la lutte contre l'occupation des groupes armés dans la région de Gao, d'où elle est originaire. Animée par l'idée qu'« *il faut toujours se dire : je peux faire quelque chose* ». Cela lui a valu d'être l'une des lauréates du prix international *Femmes de Courage* en 2014 aux États-Unis, récompense qu'elle a dédiée à toutes ses compatriotes en lutte. L'organisation non gouvernementale malienne *Groupe de recherche, d'étude, de formation Femme-Action* (GREFFA), qu'elle a fondée en 1995 pour lutter contre les violences faites aux femmes, a été la première à documenter les cas d'enlèvements, de séquestrations et de viols de femmes et de fillettes. Elle a aussi apporté une aide déterminante pour la fourniture de soins médicaux aux malades de Gao transférés à Mopti et afin que ne soient pas oubliées les violences subies par de très nombreuses victimes.

« Face aux djihadistes, société civile et jeunesse se sont renforcées. »

Fatimata Touré, qui a contribué dès 1990 au processus relatif à plusieurs accords de paix, rappelle que des rébellions ont dû être combattues dans le nord du Mali depuis l'accession de ce pays à l'indépendance en 1960. Elle explique aussi que, dans sa région, l'organisation sociale, qui est basée sur la famille chez les sédentaires et sur la tribu chez les nomades, se caractérise par une hiérarchisation à l'intérieur des ethnies. « *Héritée de l'histoire et des traditions, cette hiérarchisation répartit les individus entre les nobles, les hommes de caste et les anciens esclaves, en déterminant l'accès aux ressources et à leur gestion (terre, eau, cheptel, crédit, etc.). Cela creuse le fossé entre riches et pauvres, tout en entretenant l'existence de groupes marginalisés.* »

FRUCTUEUSES MOBILISATIONS

« *Durant dix mois, note-t-elle, l'État malien a complètement disparu au nord du pays et, avec lui, les services sociaux en matière de santé, d'éducation, d'hydraulique, d'appui à l'agriculture et à l'élevage, etc. Beaucoup d'habitants ont fui. Ceux qui sont restés ont été livrés à eux-mêmes et à la barbarie des occupants. Mais, grâce à ce qui avait été mis en place au sein de la population, les leaders communautaires et religieux, des femmes et des jeunes ont mené des actions de protestation et de résistance. À travers les médias nationaux et étrangers, on a dénoncé de graves violations des droits humains. On a aussi organisé des marches de protestation et des leaders religieux ont lancé des appels aux jeunes en proie au joug des djihadistes. Des enseignants se sont mobilisés pour l'ouverture des écoles*

et un état des lieux sur les violences sexuelles a été fait. Il faut encore signaler la mise sur pied d'un système efficace de prise en charge sanitaire de première ligne et de services de conseils aux victimes grâce à la mobilisation des agences des Nations unies. »

« *Le renforcement du système judiciaire malien, à travers la création d'un tribunal spécial, a permis de faire face à l'afflux de dossiers criminels sur la situation au nord du pays, poursuit-elle. Il a aussi favorisé l'adoption d'une loi permettant de constituer un fonds d'indemnisation des victimes des violations graves au droit international humanitaire et l'ouverture des pourparlers de l'État avec les factions rivales. Celles-ci ont abouti à l'accord préliminaire à l'élection présidentielle de 2013 et à l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali de 2015.* »

En conclusion, Fatimata Touré insiste sur « *la présence d'une jeunesse consciente et d'une société civile très forte capables de revendiquer leurs droits* ». Sans nier les défis encore à relever. « *Après la libération des régions du nord du pays et avec la présence des forces maliennes et internationales, constate-t-elle, la région de Gao continue d'enregistrer beaucoup de violences, dont des vols, enlèvements de véhicules et braquages, viols et violences sexuelles, prostitution clandestine des mineures, pédophilie et proxénétisme.* » Et cette région a encore connu des violences peu avant et lors des récentes élections.

LOCAL ET PARTICIPATIF

La rencontre *Du souffle pour nos territoires* a encore été marquée par des apports d'autres acteurs pour le développement local participatif. Ces contributions ont notamment concerné plusieurs problématiques : l'émancipation des femmes, des paysans et des pêcheurs Dalits du Tamil Nadu en Inde, le quartier informel Villa El Salvador à Lima, au Pérou, ou le Forum mondial de l'économie sociale et solidaire (GSEF). Des acteurs de l'accueillante et dynamique commune bretonne du Mené, souvent issus des mouvements ruraux chrétiens ou de la militance laïque, sont également intervenus, témoignant de leurs expériences. Ils auront visiblement pas mal de choses à apprendre à leur jeune député, Hervé Berville, par ailleurs invité. D'origine rwandaise, il est spécialiste en études du développement, porte-parole du groupe parlementaire La République en marche à l'Assemblée nationale et administrateur de l'Agence française du développement.

Cette rencontre avait été mise sur pied par le Réseau international pour une économie humaine (RIEH), auquel ont adhéré en 2017 Entraide et Fraternité-Vivre Ensemble et le mouvement Église-Wallonie. Le RIEH s'inscrit dans le prolongement de l'œuvre du père Lebreton, qui a fondé *Économie et Humanisme* en 1942 à Lyon et a inspiré le pape Paul VI pour l'encyclique sur le Développement des peuples ou *Populorum progressio*. Parmi les monographies sur des actions locales publiées par sa revue *Développement et Civilisations*, figurent celle de Fatimata Touré, *Dans Gao occupée*. Et le RIEH a publié le livre *Chemins d'économie humaine* avec une préface de l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, décédé en août. ■

Informations :
www.rich.org
www.eglise-wallonie.be
www.gsef2018.org